

VIE DU SYNDICAT: L'ENTRETIEN

Un homme de tous les combats contre les injustices touchant le monde agricole

Max Fragnière, président actuel de la section fribourgeoise d'Uniterre est membre d'Uniterre depuis 40 ans. Il s'est toujours énormément investi dans la défense du secteur laitier, mais également pour soutenir les familles paysannes en difficulté et créer plus de liens entre les différents acteurs des zones rurales. Nous sommes allés à sa rencontre à Romont.



Max Fragnière a toujours le «feu sacré». Il aide ses fils sur l'exploitation. Ici avec son fils Dominique.



Le domaine de l'Abbaye Fille-Dieu à Romont est exploité depuis plusieurs générations par les Fragnière.

Max Fragnière est né à Gumefens en Gruyère et arrive à Romont en 1944 lorsque son père trouve à exploiter un petit domaine. En 1962, sa famille reprend l'exploitation du domaine de l'Abbaye Fille-Dieu et Max y est toujours. Entouré de sa femme, ses quatre enfants et ses six petits enfants, Max est un homme toujours à l'écoute des autres, qui se mouille pour les plus vulnérables, mettant au service des autres sa vision fine et juste de l'agriculture familiale. Et malgré quelques embûches sur sa route, il garde intact le courage de militer, fidèle à lui-même. Peuvent en témoigner ceux qui collaborent avec lui depuis de nombreuses années.

Présente-nous ton cadre de vie à Romont

Nous sommes fermiers des Sœurs cisterciennes de l'Abbaye Fille-Dieu et notre ferme jouxte l'abbaye. J'ai exploité le domaine de 1979 à 2005, puis je l'ai remis à deux de mes fils. C'est un domaine de 40 ha, dont 10 ha sont en grandes cultures et 2 ha de pommes de terre que nous écoupons en totalité en vente directe. Mon fils Dominique s'occupe des 30 vaches laitières et livre du lait de fromagerie pour le Gruyère. Il a aussi un petit élevage de chevaux Franche-Montagne. Tandis que Christian s'occupe des deux

porcheries, une porcherie d'élevage construite il y a cinq ans et une porcherie d'engraissement, construite cette année, qui répondent toutes deux aux exigences les plus poussées en matière de bien-être animal et d'environnement. Nous avons encore une petite ferme à 5 km de Romont.

Tu milites depuis 40 ans pour la cause des familles paysannes, tu t'es engagé dans la politique au Grand Conseil, actuellement tu cours d'un engagement à l'autre, qu'est ce qui te motive encore aujourd'hui?

Il faut croire que j'ai cette revendication de justice et d'équité dans les veines! Je ne peux accepter de voir les conditions de vie des paysannes et paysans se dégrader au point d'asservissement. Nous n'avons pas le droit de nous désintéresser de leur cause. Et ce devoir de solidarité a une répercussion sur l'avenir de l'agriculture, car «si la production laitière devait disparaître à Fribourg», il n'y aurait que peu de débouchés sur des terres à vocation herbagère.

En plus de ton engagement à Uniterre, tu es actif dans plusieurs associations dans la

région fribourgeoise, peux-tu nous en dire plus?

Je suis président de la coopérative solidarité paysanne. Nous intervenons comme appui dans des situations difficiles lors de reprise d'exploitation ou entre propriétaires et fermiers. Nous apportons un soutien moral pour maintenir une qualité de vie familiale, mais aussi un appui juridique et dans certains cas un engagement financier par des cautionnements. L'objectif est de maintenir le paysan sur son domaine. Nous sommes une équipe très soudée, car s'occuper de telles situations n'est pas un engagement à la légère. Les risques financiers sont d'ailleurs importants, mais les liens créés avec les familles en difficulté ont toujours permis à ces dernières de faire face à leur engagement.

Je fais également partie du comité de l'action chrétienne agricole romande (ACAR). C'est un groupe d'échange basé sur les valeurs de la solidarité et de justice, qui fait la promotion du droit à l'alimentation pour tous. Et pour mettre en œuvre ce droit à l'alimentation, les États doivent appliquer le concept de la souveraineté alimentaire. L'ACAR est membre de la fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux chrétiens et nous participons dans ce cadre à des échanges internationaux. Nous organisons régulièrement dans la région fribourgeoise des débats autour du droit à l'alimentation et du droit à la souveraineté alimentaire.

En fait, Uniterre, la coopérative solidarité paysanne et l'ACAR se mobilisent toutes trois face aux difficultés

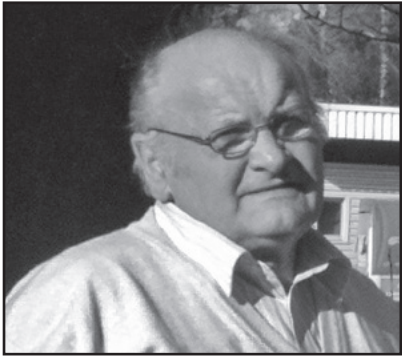
financières engendrées par la baisse des revenus agricoles. J'ai donc mis ces trois organisations en lien, puis au fil des échanges et débats, il s'est créé dans la région fribourgeoise un réseau régional avec plusieurs ONG et des associations de consommateurs (voir encadré). Actuellement, nous sommes en train de monter une initiative de partenariat local entre producteurs et consommateurs dans la Glâne, sous le nom «Les Amis de la Ferme».

Tu es un des membres fondateurs, avec Fernand Cuche, de l'Interprofession du Gruyère, qui est une référence aujourd'hui en Suisse. Quelle différence avec l'IP-Lait?

Si l'IP-Lait fonctionnait avec un règlement permettant de gérer les quantités selon un marché, on aurait un prix du lait correct.

La vision d'une réglementation stricte des quantités afin de stopper la chute des prix est donc commune. En 2009, justement, nous revendiquons l'application du règlement de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL), qui aurait permis l'arrêt temporaire des attributions des quantités supplémentaires. Cette mesure avait été acceptée à 75% par les délégués de la FSFL. Puis à Pringy, lors de la réunion du conseil d'administration de la FSFL avec les groupes de négociation, une partie des délégués avaient également accepté la mesure que j'avais présentée et étaient prêts à réduire leur production. Mais les intérêts des industries à livrer les quotas B et C ont primé.

SUITE DE L'ENTRETIEN



Le tribunal de Police du district de la Gruyère vient injustement de te condamner avec deux autres producteurs laitiers fribourgeois et le président d'Uniterre pour cette action de mise sous pression. Comment le vis-tu?

Ce procès est intimement lié au contexte fribourgeois, c'est une attaque directe contre le militantisme et les activités syndicales indépendantes.

Les Sœurs de l'Abbaye Fille-Dieu, mes propriétaires, l'ont heureusement bien compris et m'ont soutenu lors du procès.

Comment perçois-tu la mobilisation dans les campagnes?

Actuellement, ce sont les producteurs de lait de fromagerie qui sont les plus à même de s'investir dans la défense de la filière du lait d'industrie, car leur engagement au devant de la scène ne leur fait pas prendre de risque personnel. Car certains géants de l'industrie laitière, à l'exemple de Cremo, ont fait figurer l'interdiction de manifester dans leur contrat et la nécessité de devenir actionnaire. Les producteurs livrant en direct ces acheteurs sont asservis par ces contrats, ils ont peur d'une éventuelle répression. Le militantisme est clairement freiné, voire éteint par les contrats laitiers!

A cela s'ajoute l'érosion des travailleurs agricoles dans les exploitations, due à la baisse des revenus. Avant, il y avait un saisonnier par exploitation. Progressivement, il n'y a eu plus qu'un saisonnier pour deux exploitations, et maintenant, on n'en engage plus. De plus en plus de femmes de paysans travaillent à l'extérieur, et il devient donc très difficile d'être disponible pour se mobiliser. C'est la conséquence du système actuel.

Comment vois-tu l'évolution de la défense professionnelle?

Je suis déçu par les organisations officielles, traditionnelles. Elles ont de la peine à prendre conscience de la situation extrêmement préoccupante de nos paysans. Pourtant, les paysans sont ponctionnés de cotisations élevées

et on ne voit pas d'amélioration. Les résultats de la défense professionnelle traditionnelle, en comparaison de ses moyens, sont maigres. Récemment, j'ai été choqué d'apprendre l'augmentation des cotisations à l'USP. En rappelant continuellement aux paysans le besoin de restructuration, elles devraient aussi y penser. Je pense qu'on aurait dû mettre les salaires des dirigeants des organisations de défense professionnelle au mérite: si le prix du lait baisse, on reporte le même pourcentage en baisse sur leurs salaires... On aurait moins besoin de se battre aujourd'hui!

Lors des assemblées de producteurs de lait, les organisations de défense professionnelle viennent exposer, «vendre» des formules toutes prêtes, mais pas pour écouter les producteurs. Il n'y a plus de débat autour des interventions des producteurs, et du coup ces derniers interviennent de moins en moins et ont de la peine à entendre les discours. Le dialogue est rompu!

Si on parle de l'évolution de la défense professionnelle faite par Uniterre, celle-ci a pris de l'ampleur grâce à une équipe permanente qui a augmenté et sa vision est maintenant plus développée. Il y avait déjà des manifestations très marquées il y a 25 ans, comme celle de Chesalles sur le marché du porc qui avait permis une prise de position de la Confédération. Ou comme celle de Cremo, du château de Gruyère ou la fermeture de l'autoroute à Matran. Uniterre a toujours su maîtriser ses manifestations. Actuellement, cela devient plus délicat à gérer car certaines personnes n'ont plus rien à perdre.

Quels sont les défis pour Uniterre ?

Le vrai cheval de bataille est d'arriver à gérer les quantités pour que la filière laitière redevienne attractive. Cela concerne pourtant quasi l'ensemble des adhérents, il faut leur faire comprendre qu'il faut plus de mobilisation pour une pareille revendication. Pour cela, l'information sur le marché et sur le fonctionnement de notre système- qui porte préjudice aux paysans- est primordiale.

Pour terminer, un souhait?

J'aimerais qu'il y ait plus d'intérêt de la part des jeunes, car c'est bien pour eux qu'on se bat.

Et qu'en pense justement Dominique, son fils? «Mon père s'engage tellement qu'il le fait pour au moins deux générations! Je suis fier de cet engagement bien sûr, mais je trouve qu'en comparaison de tout ce qu'il donne, il reçoit peu en retour»... (ndlr: allusion faite au procès de Bulle).

Propos recueillis par Anne Gueye-Girardet

LA SECTION UNITERRE FRIBOURG

Vu la présence sur le territoire fribourgeois des trois grosses industries laitières Cremo, Elsa et Milco et la pression qu'elles font sur les producteurs, les actions prioritaires de la section concernent le lait.

La section travaille actuellement en effectif réduit et recherche des jeunes motivés par la défense professionnelle.

Nous nous réunissons en comité chaque fin de mois chez un exploitant.

Vous êtes tenté? Contactez le secrétaire de la section, Stéphane Mauron, au 026 655 16 27 ou le président, Max Fragnière au 026 652 30 76.

LE RÉSEAU FRIBOURGEOIS POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Ce réseau est encore informel, mais le récent débat début décembre à Fribourg sur la souveraineté alimentaire a suscité beaucoup d'intérêt de la part de la vingtaine de participants provenant des organisations Uniterre, ACAR, E-CHANGER, Attac-Fribourg, Brücke-Le Pont, l'association Glâne Ouverte, l'association Système d'échange local glânois, etc. L'objectif était d'améliorer la compréhension commune de la souveraineté alimentaire et d'impliquer tous les acteurs régionaux dans la promotion de ce projet de société.

LE MOUVEMENT GLÂNE OUVERTE



Il regroupe des hommes et des femmes de tous âges et tous horizons qui cherchent à réorganiser notre lieu de vie en développant des solutions locales, écologiques et solidaires pour garantir nos besoins fondamentaux, aujourd'hui et demain. Il s'inspire des Villes en Transition et des éco-villages. Glâne Ouverte a organisé le 6 novembre dernier un forum ouvert sur le thème «comment développer notre souveraineté alimentaire? De la semence à notre assiette: quels projets pour une nourriture saine et locale?»

Ce forum a rencontré un vif succès et a retenu quelques propositions d'actions communes intéressantes. Parmi elles, la mise en place d'un partenariat producteurs-consom'acteurs appelé «Les amis de la ferme» afin de valoriser la agriculture paysanne de proximité et se baser sur l'entraide pour éviter le gaspillage d'aliments. La création de jardins partagés pédagogiques, d'éco-village(s) et d'une banque de semences sont aussi en discussion.

Pour en savoir plus: www.glaneouverte.ch

Prochaine réunion des Amis de la Ferme: 22 février 2012. Contact: André Meilland, ameilland@bluewin.ch

Formulaire ci-joint: Soyez nombreux à nous le renvoyez signé, il nous permettra de négocier avec les organisations faïtières agricoles un financement plus important. Ainsi votre cotisation à Uniterre pourrait baisser !

La Mobilière
Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs suisses... Quoi qu'il arrive...
www.mobl.ch